



6 mai 2021
Communiqué de presse

L'Union européenne, dernier obstacle à un partage mondial des vaccins

En bref : Alors que la pandémie fait encore des ravages dans le monde, les brevets sur les vaccins empêchent d'enclencher une production massive de doses, au nom de la propriété intellectuelle, et donc des profits ! Le nouveau président des États-Unis d'Amérique Joe Biden défend maintenant la levée de ces brevets, une position défendue par la délégation France insoumise depuis le début de la pandémie.

Partout dans le monde, la pandémie fait des ravages. Mais alors que certains pays commencent à redresser la tête, bénéficiant des livraisons des vaccins commandés, d'autres, tels que l'Inde, subissent des pertes humaines incommensurables. Une situation qui aggrave la fracture entre pays pauvres et pays riches. Pour rappel, quelque 45% des injections ont été réalisées dans les pays du G7, qui ne représentent pourtant que 10% de la population mondiale.

Alors que l'OMS fait état de plus de 3,2 millions de morts liés à la Covid-19 à travers le monde, les États membres du G7 et la Commission européenne se sont jusqu'à présent toujours refusés à faire droit à la demande portée depuis des mois par l'Inde et l'Afrique du Sud et une centaine d'États à l'OMC d'une levée des droits de propriété intellectuelle protégeant les vaccins. Par ce choix ils sacrifient les vies de milliers de personnes aux seules fins de préserver les profits des grands laboratoires pharmaceutiques.

La délégation France insoumise, aux côtés de notre groupe de la Gauche au Parlement européen, porte depuis des mois, par le biais de l'initiative citoyenne européenne « Pas de profit sur la pandémie », la demande d'une levée immédiate des brevets afin de faire tomber vaccins et traitement dans le domaine public.

Cette levée doit s'accompagner du partage des connaissances permettant de produire les vaccins, pour que le monde ne soit plus dépendant d'une poignée de laboratoires. Jusqu'à alors, notre groupe était seul à porter cette demande, tous nos amendements sur la levée des brevets ayant été rejetés par la majorité du Parlement européen, y compris LREM, LR, le RN et le PS.

Le nouveau président des États-Unis d'Amérique, Joe Biden, en soutenant la levée des brevets, ouvre une brèche dans le mur de défense des profits des laboratoires pharmaceutiques. Les États-Unis rejoignent ainsi, la longue liste d'États et d'acteurs internationaux favorables à cette levée, tels que l'OMS, l'ONU, 175 ex-dirigeants et prix Nobel, plusieurs centaines de chercheurs et scientifiques, et personnalités de la gauche internationale tels que Jean-Luc Mélenchon, Lula da Silva ou Rafael Correa.

La Commission européenne et le gouvernement français étaient jusqu'alors unis pour affirmer l'impossibilité d'une telle levée des brevets ; quelques heures après l'annonce de la Maison Blanche, voici que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, se dit « prête à discuter » de la proposition états-unienne de lever les protections sur les propriétés intellectuelles tandis que sans vergogne Clément Beaune, le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes affirme que la France a toujours défendu la nécessité de faire des vaccins un bien mondial. Et ce alors même qu'Emmanuel Macron s'est opposé par deux fois à la levée des brevets à l'OMC ! Notre groupe au Parlement européen porte une demande de débat avec résolution pour la prochaine session plénière pour que l'UE prenne enfin ses responsabilités et soutienne à son tour la levée des brevets.

Bien évidemment personne n'est dupe de cette hypocrisie typique du « en même temps ». Il est tragique que l'Union européenne ne se déclare prête à étudier cette demande que lorsque Joe Biden l'approuve, et non pas lorsque différents peuples ont en eu besoin pour traverser cette catastrophe sanitaire sans précédent. L'histoire jugera lourdement ceux qui ont tant tardé à faire passer la santé avant les profits. Maintenant c'est l'heure du choix décisif pour l'Union européenne : demeurera-t-elle le dernier obstacle au partage mondial des vaccins ou fera-t-elle le choix de l'intérêt général humain ?

La délégation France Insoumise au Parlement européen

Contact Presse : délégation France insoumise
Cassandra Serier - +33 6 48 75 49 32

Contact Presse : La France insoumise
Zoé Abrahams - +33 7 77 37 51 46

